

## Chronique de la gauche de gauche

# Comment continuer ?

**P**aradoxe des soirs d'élection, quand le succès même d'une campagne crée des attentes et des espoirs que la réalité du scrutin tempère, suscitant tristesse et parfois un peu de découragement. C'est ce qui est arrivé le soir du 22 avril 2012 aux milliers de militant-e-s réuni-e-s place de la bataille de Stalingrad à Paris et dans d'autres lieux du pays dans l'attente des résultats du premier tour. 11,14% des suffrages exprimés, c'était loin en effet des derniers sondages, en tout cas de certains de ces sondages. Loin aussi du résultat de Marine Le Pen (18,03%), dont le dépassement était devenu un objectif de campagne de substitution à partir du moment où l'espoir fugitivement évoqué d'une présence de Jean-Luc Mélenchon au second tour apparaissait comme hors de portée. La question paraît bien incongrue aujourd'hui mais le site du Nouvel Observateur « sélectionnait » encore le 23 mars 2012 un article de Mathieu Sicard intitulé : « La question du jour. Présidentielle: Jean-Luc Mélenchon au second tour, vous y croyez ? »<sup>1</sup> Pour introduire le sujet, l'auteur mettait en exergue le « Plus » suivant : « Le candidat du Front de gauche rassemble de plus en plus dans ses mee-

LOUIS WEBER

tings. Il fédère des électeurs de l'extrême-gauche au Front National. Sa cote explose dans les sondages. Et si Jean-Luc Mélenchon n'était pas le troisième homme mais le second ou le premier ? » Pourraient le laisser croire, selon l'article, la forte progression de Jean-Luc Mélenchon dans les sondages (de 8 à 14% des intentions de vote en une semaine, selon l'institut CSA) et la « tendance à la baisse » pour Hollande, laissant augurer dans un avenir proche le « croisement des courbes »<sup>2</sup>.

On notera que pour ce site, si Jean-Luc Mélenchon devait rattraper quelqu'un, c'était forcément François Hollande. Quand on sait à quel point le *Nouvel Observateur* et d'autres organes de presse, comme *Libération*, n'ont cessé au cours de la dernière phase de la campagne d'attaquer la candidature de Jean-Luc Mélenchon et d'appeler ouvertement au vote utile, c'est-à-dire au vote Hollande dès le premier tour, on ne peut s'empêcher

1. <http://leplus.nouvelobs.com/contribution/514408-la-question-du-jour-presidentielle-jean-luc-melenchon-au-second-tour-vous-y-croyez.html>

2. On laissera aux statisticiens de métier le soin d'analyser le pourquoi de la fascination pour le « croisement des courbes » qui semble avoir gagné les « commentateurs » (et les sondeurs) à l'occasion de cette élection présidentielle.

de penser que ce questionnement constituait un élément avant-coureur de cette offensive !

Mais l'éventualité de la présence du candidat du Front de gauche au deuxième tour a été aussi envisagée par d'autres auteurs, moins suspects de ce point de vue<sup>3</sup>. Dans ce contexte général, marqué par des meetings exceptionnellement suivis et une forte progression dans les intentions de vote<sup>4</sup>, on peut comprendre que de très nombreux participants à la campagne électorale y aient cru aussi, notamment parmi les très nombreux bénévoles qui ont assuré la « signalétique » des manifestations. Il fallait voir en effet comment le siège national de campagne – l'Usine, en l'occurrence la bien-nommée – se transformait en joyeuse ruche pour réaliser les milliers de pancartes et de visuels de tailles diverses qui ont fait la couleur et donné sens aux cortèges. Et, bien sûr, la même activité, tout aussi bénévole, avait lieu dans les autres lieux où se tenaient les meetings et les manifestations.

Il a donc fallu que les porte-parole du Front de gauche rappellent le soir du premier tour à quel point ces 11% marquaient

une considérable progression par rapport à ce qui était espéré en février 2012 encore. Un des risques était en effet que le vaste mouvement de sympathie et de soutien qui s'était développé au cours des derniers mois ne retombe. Il est trop tôt sans doute pour en analyser les divers aspects. On se contentera donc ici de quelques observations et constats qui demandent bien sûr à être vérifiés et étayés.

Il y a d'abord eu une forme de reconquête de territoires entiers où on pouvait avoir l'impression qu'il n'existait plus grand-chose à la gauche du parti socialiste depuis le déclin du vote communiste. Si, plus particulièrement dans les élections législatives et les scrutins locaux, celui-ci restait une réalité non négligeable, les cartes que l'on pouvait en dresser avaient tout d'un gruyère où les trous auraient occupés la plus grande place. Cette fois, cela n'a pas été les cas. Les départements où le Front de gauche n'a pas atteint 5% sont une petite douzaine seulement. À l'inverse, on peut noter que dans des régions rurales comme l'Aveyron, où la droite était encore dominante il y a peu, Jean-Luc Mélenchon a dépassé sa moyenne nationale, alors que le PS progressait lui aussi au point d'y être en tête pour la première fois dans l'histoire de la Cinquième République ! Comme quoi, la progression du Front de gauche n'est pas du tout antinomique avec celle de la gauche dans son ensemble.

Un deuxième signe de l'inscription dans la durée du Front de gauche est la volonté de continuer exprimée de façon dominante dans les instances créées à l'occasion de cette campagne : Conseil national de campagne<sup>5</sup>, Fronts théma-

3. Jacques Nikonoff, du M'PEP, écrivait par exemple encore le 10 avril 2012 dans une chronique de *Médiapart* : « L'enjeu, aujourd'hui, est de placer Mélenchon au second tour de la présidentielle, face à Sarkozy. C'est nécessaire et c'est possible. » (<http://blogs.mediapart.fr/blog/jacques-nikonoff/300412/melenchon-au-deuxieme-tour-de-la-presidentielle>). Lui aussi évoquait plutôt l'hypothèse d'un classique gauche-droite au second tour, opposant Jean-Luc Mélenchon et Nicolas Sarkozy.

4. Voir à ce sujet : L. Weber, « Présidentielle 2012 : bipolarisation et vote utile », *Savoir/agir* n°19, mars 2012. Cet article, écrit à la mi-février considérait encore que les sondages d'alors, « plus de 8% », pourtant encore bien modestes par rapport à ceux de la mi-avril, traduisaient au-delà des espoirs initiaux le très large écho rencontré par la campagne du Front de Gauche !

5. Il a décidé (réunion du 4 mai 2012) de continuer ses activités au-delà des élections législatives, sous des modalités et avec des objectifs qui restent cependant à déterminer.

tiques<sup>6</sup>, notamment. Il ne s'agit pas seulement de la poursuite attendue de leurs activités pour les législatives mais de quelque chose de plus profond, qu'il faut entendre comme le souhait de travailler ensemble en dehors du calendrier électoral et du cadre qu'il impose. Et cela pour créer quelque chose de plus permanent. Ces Fronts thématiques sont animés par des équipes où sont en principe représentées toutes les composantes du Front de gauche. Les inscrire dans la durée, c'est donc aussi amorcer la création de quelque chose qui dépasse la simple juxtaposition de structures de partis, par ailleurs jalouses de leur indépendance. Va également dans ce sens le fait que les fronts thématiques fonctionnent aussi, en l'absence de tout processus d'adhésion directe au Front de gauche<sup>7</sup>, comme des structures d'accueil pour les personnes souhaitant agir avec et dans le Front de gauche mais sans rejoindre pour autant l'une ou l'autre de ses composantes. Sous ce double aspect, même si c'est un effet non nécessairement voulu par les équipes dirigeantes des composantes du Front de gauche, on peut penser que les fronts thématiques préfigurent pour beaucoup de leurs participants une structuration future plus intégrée.

Cette dimension est sans doute encore plus présente chez les signataires d'un

appel d'intellectuels et de créateurs à voter pour le Front de gauche<sup>8</sup>. On constate en effet une fréquence relativement élevée de « retours en politique » de signataires qui s'étaient un peu découragés devant l'affaiblissement et les processus de fragmentation que la gauche de gauche a connus ces deux dernières décennies. Le projet était au départ de réunir mille signatures d'« enseignants, chercheurs, personnels de santé, intellectuels, créateurs, artistes, travailleurs de la culture », objectif ambitieux quand on sait qu'une tentative du même type au moment des dernières élections européennes avait rassemblé tout juste quelque 600 signataires. En réalité, cette fois-ci, il y en a eu près de 1500, dont plusieurs centaines d'universitaires et de chercheurs de diverses disciplines (y compris des dizaines de professeurs de médecine, peu familiers de ce genre de démarche publique)<sup>9</sup>. Invités à s'exprimer sur l'opportunité ou non de poursuivre la réflexion commune au-delà des élections présidentielle et législatives, de nombreux signataires ont répondu positivement, avec enthousiasme pour certains, en insistant cependant sur la nécessaire autonomie par rapport à la structure politique proprement dite.

L'enjeu pour les mois à venir est évidemment d'empêcher cette pâte de retomber. L'adhésion directe au Front de gauche peut constituer une solution pour ceux qui n'excluent pas d'adhérer à un parti politique mais sont rebutés par l'état actuel de division de la gauche de

6. Les Fronts thématiques se sont constitués progressivement, soit sur un secteur d'activités (agriculture, enseignement supérieur et recherche, culture, par exemple), soit sur un thème (LGBT, quartiers populaires, etc.). Ils ont été des instances de mobilisation dans la campagne mais aussi de réflexion et de propositions pour alimenter le programme partagé et les argumentaires de campagne.

7. Cette question revient très souvent dans les discussions de ces structures transversales. Mais on peut craindre que, sauf révolution copernicienne, cela ne soit qu'une perspective relativement lointaine.

8. « Pour nous, c'est Jean-Luc Mélenchon », L'Humanité, 4 avril 2012.

9. « 1000 intellectuels derrière Mélenchon », qui dit mieux?, <http://bibliobs.nouvelobs.com/tranches-de-campagne/20120417.OBS6412/1000-intellectuels-derriere-melenchon-qui-dit-mieux.html>

gauche. Mais pour d'autres, des formules de participation plus souples seront certainement mieux adaptées. Des expériences dans d'autres pays européens semblent plaider dans ce sens, avec l'apparition de forces ou de coalitions au fonctionnement assez éloigné de celui d'un parti au sens traditionnel.

## Expériences européennes

Toutes ces expériences ne relèvent pas du champ de la gauche de gauche, certes. Mais elles ont ceci en commun qu'elles traduisent une volonté de transformation politique et parfois sociale, mais sans passer par le cadre des organisations politiques comme les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles les ont léguées.

Rien ne dit par exemple que le mouvement « Génération 5 étoiles » de Beppe Grillo en Italie va durer et, surtout, mener une politique différente des acteurs politiques traditionnels en Italie. Mais c'est bien sur la base du respect de valeurs qui devraient être celles de la gauche (honnêteté, écologie, transparence, participation citoyenne notamment par le biais d'Internet) que cette « formation, qui se veut sans structure, sans chef ni siège »<sup>10</sup> vient de remporter (largement, avec 60% des voix) la mairie de Parme, contre la liste de centre-gauche du Parti démocrate qui, toujours selon *Le Monde*, n'aurait commis qu'un seul faux pas : « présenter un apparatchik », par ailleurs cumulard puisque déjà président de la province.

L'intérêt pour Internet et les formes de participation qu'il permet est partagé, il en est même la marque de fabrique, par le Parti des pirates en Allemagne. Ce qui

donne d'ailleurs une indication sur la base sociale de ces mouvements. Né en 2006, selon une formule expérimentée en Suède et avec une appellation renvoyant directement au téléchargement libre (mais illégal), les Pirates n'ont réellement percé qu'aux élections du Land de Berlin en 2011, avec près de 9% des suffrages. Pour cette première apparition en force, concrétisée par 15 sièges à la Chambre des députés de Berlin, leurs électeurs étaient principalement d'anciens électeurs des partis dominants dans l'assemblée berlinoise (le SPD a perdu 6 sièges sur 53 et *Die Linke* 4 sur 23)<sup>11</sup>. *Die Linke* payait ainsi sa participation à la coalition tenue pour responsable de la dégradation des conditions de vie dans la capitale. Mais la suite allait montrer qu'on est en présence d'un phénomène plus profond. Les Pirates ont en effet franchi la barre des 5% nécessaires pour participer à la répartition des sièges en Sarre, dans le Schleswig-Holstein et, surtout, dans le Land de Rhénanie du Nord-Westphalie, le plus peuplé d'Allemagne. Dans ce dernier cas, *Die Linke*, entrée au parlement en 2010 avec 11 sièges, disparaît de la scène régionale, semblant être ainsi la victime directe de la montée des Pirates. Leur projet, le Parti des pirates ne se veut pas en effet un parti avec un véritable programme, va bien au-delà du « libre accès au savoir » via Internet (*open source*, *open access* et *free culture*, contre l'appropriation privée et commerciale du savoir par Google, Microsoft ou Apple). Ils veulent aussi « démocratiser la démocratie » en « développant de nouvelles formes de participation en réponse à la crise

10. « En Italie, la Génération 5 étoiles du comique Beppe Grillo remporte Parme », *Le Monde*, 23 mai 2012.

11. Horst Kahrs, « Des Pirates à Berlin. Le succès du Parti des pirates aux élections du Parlement berlinois », *Revue Transform !*, juin 2012.

larvée de la démocratie représentative » et étendre le plus possible le champ des « biens communs », en les rendant accessibles à tous.

Ces questions ne sont pas pour le moment au centre des préoccupations de Syriza en Grèce, qui a d'autres chats à fouetter avec les politiques imposées au pays par la Troïka. Pourtant, à maints égards, ce parti, ou plus exactement cette coalition, qui a quadruplé ses résultats électoraux le 6 mai 2012 et qui part favori pour le scrutin du 17 juin, est aussi le résultat d'un processus de décomposition/recomposition où le rejet de formes d'organisation et d'activités plus traditionnelles a joué un rôle<sup>12</sup>. Si, à sa création en 2004, Syriza était d'abord une simple alliance électorale, elle concrétisait aussi un mouvement long qui a permis à divers groupes et individus de se rapprocher à travers le « mouvement social » (Marches européennes contre le chômage en 1997, Espace de dialogue et d'action commune en 1999, Forum social européen à Athènes en 2006, etc.). D'où cette construction originale à la fois par sa composition (un parti, Synapismos, somme toute réformiste avec une lointaine origine eurocommuniste et divers groupes de la gauche radicale, avec une forte composante mouvementiste) et ses pratiques politiques<sup>13</sup>.

Quels enseignements éventuels pour la gauche de gauche en France<sup>14</sup> ? Jusqu'ici, le Front de gauche a incontestablement réussi à créer une dynamique grâce à un programme mais aussi à une pratique politique perçue comme renouvelée, en tout cas différente de celle que nombre de celles et ceux qui ont voté pour lui reprochent aux autres partis politiques, de gauche comme de droite. Mais les raisons de l'engouement pour les Pirates ou pour « Génération 5 étoiles » sont plus profondes. Elles tiennent, d'un côté, à leur capacité à incarner le refus des compromis et des pratiques non transparentes d'une certaine classe politique – ce qui vaut aussi pour Syriza – et, de l'autre, à la large place donnée dans leurs propositions aux « biens communs » et aux pratiques sociales contemporaines, notamment dans l'information et la communication. C'est un sujet de réflexion pour les structures en gestation du Front de gauche !■

12. Voir, par exemple, Yorgos Mitralias, « Syriza ou la percée magistrale d'une expérience unitaire unique et originale », [http://www.lcr-lagauche.be/cm/index.php?view=article&id=2493:syriza-ou-la-percee-magistrale-dune-experience-unitaire-unique-et-originale&option=com\\_content&Itemid=53](http://www.lcr-lagauche.be/cm/index.php?view=article&id=2493:syriza-ou-la-percee-magistrale-dune-experience-unitaire-unique-et-originale&option=com_content&Itemid=53)

13. Son histoire n'a cependant pas toujours été lisse, avec notamment le départ de sa composante sociale-démocrate qui a créé la Gauche démocrate en 2010. Ce qui a eu pour effet de déplacer Syriza vers la gauche. La gauche démocrate a eu 6% des voix et 19 députés aux élections du 6 mai 2012.

14. Pour l'instant, les tentatives de greffe pure et simple de ces expériences politiques semblent vouées à l'échec. Il existe bien un Parti pirate en France, adhérent du Parti pirate international. Il est même assez ancien, ayant été fondé dès le 21 juin 2006, à la veille du vote de la loi relative au droit d'auteur et aux droits voisins dans la société de l'information. Il présente des candidats aux législatives de juin 2012.